



Juin, 2014

Sommaire

SOCIETE

► OCDE regional well-being

(P.1-2)

SCIENCES & TECHNIQUES

► Estimating the Global Cost of Cybercrime

(P. 2-3)

ECONOMIE

► Renewable Energy and Jobs

(P.3- 4)

ENVIRONNEMENT

► World Energy Investment Outlook

(P. 5-7)

POLITIQUE

► Culture in EU external relations- Engaging the World: Towards Global Cultural Citizenship

► The Future of the Spanish Defense Industry: Market Attractiveness, Competitive Landscape and Forecasts to 2019

(P. 6-7)

Contact :

Institut Royal des Etudes Stratégiques
 Avenue Azzaitoune, Hay Riad
 Rabat 10100, Maroc
 Tél. : +212 (0) 537 71 83 83
 Fax : +212 (0) 537 71 37 99
 Email : Rafiq@ires.ma

◆◆◆◆◆ SOCIETE

► OCDE regional well-being/ OCDE, 2014

Source: <http://www.oecdregionalwellbeing.org/region.html#CL05>
<http://www.oecdregionalwellbeing.org/>

Tags : | Société | Bien-être | Vivre Mieux | Politiques publiques | Sécurité personnelle | Environnement | Emploi | Santé |

Afin de mesurer l'évolution de la qualité de vie et le bien-être des individus, l'Organisation de Développement et de Coopération Economique (OCDE) a mis au point un nouvel indicateur « Vivre Mieux » qui a pour objectif de quantifier le niveau de vie des populations.

Ce nouvel indicateur, indispensable à l'élaboration de politiques publiques en faveur du bien-être, permet de détecter les forces et les faiblesses des pays concernant la qualité de vie.

Le rapport dresse un aperçu sur le bien-être de la population en se basant sur une panoplie de dimensions à savoir : le revenu, la santé, la sécurité, l'accès aux services, l'engagement civique, l'éducation, l'emploi et l'environnement. En plus de ces critères, l'indicateur du « Vivre Mieux » prend en compte de nouveaux aspects étroitement liés à la sécurité personnelle et à la satisfaction générale à l'égard de la vie.



Source : OCDE, 2014



Cet outil, s'inscrivant dans l'Initiative de l'OCDE du Vivre Mieux, couvre les 34 pays membres, permettant ainsi de mesurer 362 zones infranationales avec une échelle de notation sur 10 pour les différents critères.

Le rapport met en relief les disparités régionales enregistrées au regard de l'ensemble des dimensions du bien-être. Il en ressort que le bien-être varie en fonction des priorités entre les différents pays de l'OCDE. Pour illustration, en Suisse, la région de Zurich est en tête du classement en matière de revenu, sécurité, accès aux services ainsi que l'éducation et ce au détriment de l'environnement, avec une note de 1 sur 10.

Le rapport précise que l'indice du bien-être individuel, calculé à partir des indices nationaux, n'est pas suffisant pour juger la qualité de vie d'un pays, mais qu'il faut également prendre en considération les inégalités de bien être entre les différents groupes de la population afin de comparer la répartition de la qualité de la vie entre les régions.



◆◆ SCIENCES & TECHNIQUES

◆ **Estimating the Global Cost of Cybercrime/**
Center for Strategic International Studies
(CSIS), McAfee, 2014

Source :

[http://csis.org/./140609 rp economic impact cyber crime report.pdf](http://csis.org/./140609_rp_economic_impact_cyber_crime_report.pdf)

Tags : | Cybercriminalité | Economie mondiale | Internet | Piratage en ligne | Attaques informatiques | PIB | Cyberattaques |

La cybercriminalité représente un véritable défi pour les grandes puissances et coûterait environ 327 milliards d'euros, annuellement, à l'économie mondiale. Ce coût n'est pas sans conséquences sur la croissance, l'innovation et la compétitivité.

Les pays développés et les grandes puissances sont les principaux pays touchés. La Chine, les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon seraient les plus marqués par de grandes pertes estimées à plus de 200 milliards de dollars. Le rapport souligne que les pays à faibles revenus sont moins affectés mais cette situation devrait changer vu l'usage croissant d'Internet dans ces régions ainsi que le maniement intensif des cybercriminels pour les plateformes mobiles.

Les entreprises représentent des cibles attrayantes pour les cybercriminels. A titre d'illustration, le gouvernement américain a identifié, en 2013, environ 3000 entreprises victimes d'opérations de piratage en ligne provoquant une perte importante de données sensibles. De plus, les attaques informatiques ont touché plus de 300 000 sites web en Inde entre 2011 et 2013.

La cybercriminalité a un impact direct sur la croissance du PIB. Elle représente 0,8% du PIB, après le trafic de drogue (0,9%) et le crime international (1,2%). De plus, son impact sur les emplois est aussi incontestable. Aux Etats-Unis, ce phénomène pourraient engendrer jusqu'à 200 000 pertes d'emplois, et 150 000 postes en Europe, soit un taux de 0,6% de chômeurs.

Le rapport précise que les individus sont également des victimes des cyberattaques qui dépassent les vols de données confidentielles à l'usurpation d'identité, etc. Le rapport dénombre, également, 800 millions de personnes victimes des attaques numériques dans le monde et dont la facture totale est estimée à 160 milliards de dollars.

Le rapport préconise la collaboration des acteurs internationaux ainsi que les entreprises dans la lutte contre la cybercriminalité. Certains pays développés ont déjà mené des actions de démantèlement de réseaux de pirates informatiques.





ECONOMIE

► **Renewable Energy and Jobs/** Agence internationale pour l'énergie renouvelable (IRENA), 2014

Source : http://africaprogresspanel.org/wp-content/uploads/2014/05/APP_AR2014_LR.pdf

Tags : [Energies renouvelables](#) | [Emploi](#) | [Economie mondiale](#) | [Energie solaire photovoltaïque](#)

Ce rapport, publié par l'Agence Internationale pour l'Energie Renouvelable (IRENA), met l'accent sur les progrès accomplis par le secteur des énergies renouvelables permettant une accélération de la transition vers une économie mondiale de l'énergie « propre ».

Les emplois des énergies renouvelables ont atteint 6,5 millions en 2013 contre 5,7 millions en 2012. Les plus grands employeurs des énergies renouvelables sont la Chine (2,6 M), le Brésil (0,89 M), la États-Unis (0,62 M). L'énergie solaire photovoltaïque, les biocarburants et l'éolien constituent les plus grands gisements d'emplois.



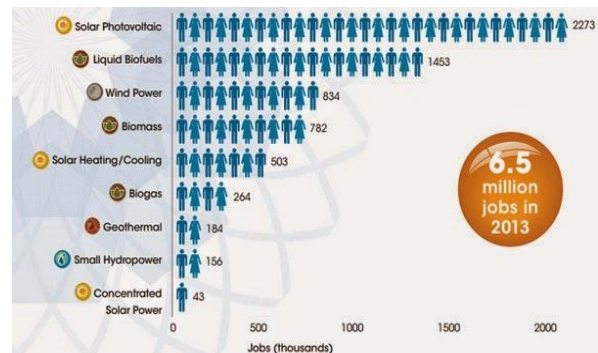
Source : IRENA, 2014

Le rapport met en relief le rôle du secteur de l'énergie renouvelable dans l'économie mondiale qui se considère désormais comme un employeur significatif à l'échelle internationale.

L'emploi dans ce secteur stratégique dans lequel intervient et agissent différents facteurs a été marqué par une reconversion de l'utilisation de l'énergie décarbonée, un besoin immédiat d'une main d'œuvres et des compétences techniques spécialisées et un progrès notable dans le domaine des technologies.

La Chine, premier employeur dans le marché des énergies renouvelables, a connu un développement spectaculaire dans ce secteur grâce, notamment, à une augmentation significative des installations solaires photovoltaïques, qui ont été multipliées par cinq entre 2011 et 2013.

Les États-Unis dominent la production des biocarburants, constituant ainsi un grand gisement de création d'emplois dans les énergies renouvelables après celui de l'énergie solaire photovoltaïque.



Source : IRENA, 2014





ENVIRONNEMENT

World Energy Investment Outlook/

Agence Internationale de l'Énergie (AIE)

Source: [http://lenergiedavancer.com/secteur-de-lenergie-vers-un-manque-](http://lenergiedavancer.com/secteur-de-lenergie-vers-un-manque-dinvestissement/2014/06/17/)

[dinvestissement/2014/06/17/](http://lenergiedavancer.com/secteur-de-lenergie-vers-un-manque-dinvestissement/2014/06/17/)

Tags: Environnement | Énergie | Efficacité énergétique | Investissements | Gaz à effet de serre | Réchauffement climatique |

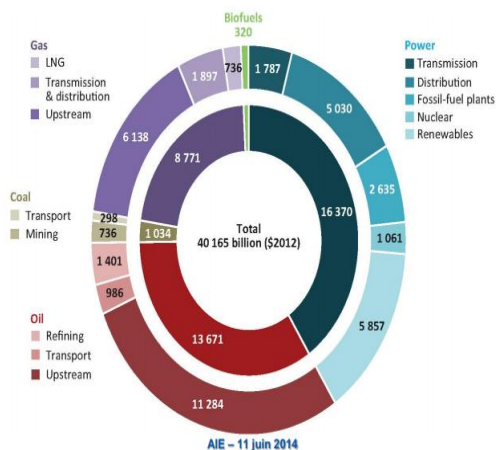
travers ce rapport, l'AIE traite de la question du financement mondial du secteur de l'énergie. Les investissements opérés en matière de production de l'énergie et l'efficacité énergétique devraient connaître une croissance significative à l'horizon 2035, soit environ un montant de 48.000 milliards de dollars. Certes, cette évolution est considérable mais insuffisante pour la diminution des émissions de GES permettant d'atteindre l'objectif des 2°C.

Le rapport précise qu'en plus la somme prévisionnelle s'élevant à 40.000 milliards de dollars en matière d'investissements dans le secteur énergétique, l'énergie serait marquée par un investissement complémentaire de 8.000 milliards pour faciliter l'amélioration de l'efficacité énergétique et réduire la consommation mondiale. De plus, environ 60% des investissements ne répondraient pas efficacement aux besoins en énergie mais seraient exploités particulièrement pour compenser l'épuisement de gisements d'hydrocarbures, les fermetures de centrales vulnérables et obsolètes, etc.

En revanche, la trajectoire d'investissements représentée dans ce rapport ne permettrait pas de contenir le réchauffement climatique. D'ailleurs, l'incertitude des politiques actuelles et l'instabilité des signaux des marchés ne sont pas en mesure d'assurer la transition vers des économies qui favorisent l'efficacité énergétique et le développement sobre en carbone.

Le rapport souligne, également, le rôle crucial que devrait jouer le secteur privé dans la satisfaction des besoins relatifs aux investissements dans l'énergie. Dans ce sens, plusieurs efforts devraient être fournis et consolidés afin de réduire le cercle des incertitudes juridiques et politiques qui entravent la rentabilité des investisseurs privés et la mobilisation des capitaux.

Enfin, le rapport préconise la mise en œuvre de politiques harmonieuses et plausibles associées à des mécanismes de financement innovants permettant la garantie des approvisionnements énergétiques et le passage à un système énergétique sobre en gaz à effet de serre.



Source : AIE, 2014





POLITIQUE

Culture in EU external relations- Engaging the World: Towards Global Cultural Citizenship/ Commission de l'Union Européenne, 2014

Source: <http://cultureinexternalrelations.eu/wp-content/uploads/2014/06/NC0214601ENE.pdf>

Tags: [Diplomatie culturelle](#) | [Union Européenne](#) | [Partenariat](#) | [Culture](#) | [Croissance](#) | [Politique étrangère](#) | [Relations extérieures](#) | [Coopération](#) | [Identité européenne](#) | [Acteurs culturels](#) |

Selon ce rapport, la diplomatie culturelle est une source privilégiée pour l'économie de l'Union Européenne. Elle favorise l'accès au marché des industries culturelles et créatives européennes et promeut le dialogue interculturel et la diversité culturelle, renforcée par le partenariat et le partage des valeurs européennes.

Les États membres de l'Union européenne pourraient bénéficier inéluctablement de la diplomatie culturelle. D'ailleurs, la culture est un élément indispensable aux relations extérieures de l'Union Européenne. Elle constitue une partie fondamentale de l'identité européenne et contribue à asseoir ses valeurs communes et à consolider ses relations avec les autres pays. De plus, elle participe au rayonnement culturel et au développement de l'emploi et de la croissance.

Cette initiative, prônée par la Commission européenne, a pour objectif de promouvoir la coopération et les échanges mutuels entre les États membres et ce à travers le renforcement de la coopération entre les acteurs culturels et la société civile, l'établissement de partenariats culturels entre les villes ou encore la création de pôles consacrés aux industries culturelles et créatives mises en œuvre dans des pays tels que la Chine et le Brésil. Le rapport souligne, également, l'importance de l'encouragement et l'aide des acteurs culturels dont les

producteurs, les artistes et des entreprises afin de favoriser la pénétration de nouveaux marchés étrangers et établir des partenaires stratégiques.

Enfin, pour que la culture européenne joue un rôle décisif et dynamique dans le cadre de la politique étrangère de l'Union Européenne, le rapport préconise :

- *« Une meilleure coordination et un personnel spécialisé, tel que des attachés culturels dans les délégations de l'UE ;*
- *De nouvelles méthodes de financement et de collecte de fonds, y compris le cofinancement et les partenariats public-privé ;*
- *La mise en commun de ressources d'organismes culturels et des États membres, notamment par l'intermédiaire de leurs instituts culturels et de leurs attachés à l'étranger ;*
- *La suppression des obstacles à la mobilité, par exemple en facilitant les conditions d'obtention de visas pour les opérateurs culturels ;*
- *Une meilleure communication avec les jeunes, par exemple en développant des programmes d'échanges éducatifs et culturels ;*
- *La recherche de partenaires clés, axée plus particulièrement sur les villes ;*
- *La facilitation de l'échange d'expériences et de bonnes pratiques entre des artistes de différents pays, des responsables culturels, des journalistes ou des écrivains ;*
- *L'autonomisation des acteurs culturels locaux en facilitant la coopération avec des organisations et/ou des fondations culturelles ;*
- *L'amélioration du suivi et de l'évaluation de projets et de politiques en matière de diplomatie culturelle. »*



► The Future of the Spanish Defense Industry: Market Attractiveness, Competitive Landscape and Forecasts to 2019/ Strategic Defence Intelligence, 2014
Source: <http://www.rnrmarketresearch.com/future-of-the-spanish-defense-industry-market-attractiveness-competitive-landscape-and-forecasts-to-2019-market-report.html?src=whatech>

Tags : Sécurité | Terrorsime | Défense | Espagne | Armement | Maroc | Dépenses militaires | Atlantique |

A travers ce rapport, Srategic Defence Intelligence présente une vision prospective du marché de la défense en Espagne à l'horizon 2019.

Selon ce rapport, les dépenses militaires de l'Espagne devraient croître à l'horizon 2019.

De plus, l'Etat espagnol continuerait à s'équiper considérablement en matériels

militaires issus des programmes militaro-industriels européens auxquels il contribue.

Le rapport souligne que le budget de la défense espagnole, évaluée à 8 milliards de dollars en 2014, devrait augmenter pour atteindre un taux annuel s'élevant à 1,76%. Les dépenses en armement se hausseraient à 8,2 milliards de dollars d'ici 2019, soit environ une moyenne de 0,51% du PIB. De plus, le pays devrait continuer sa course effrénée, aux armes militaires dont notamment les armes navales, les équipements de cybersécurité et des drones.

La hausse du budget de défense espagnol est consacrée à la lutte contre les menaces sécuritaires des groupes terroristes déployés dans la Maghreb. D'ailleurs, l'Espagne envisage de placer le terrorisme au centre des priorités dans sa stratégie de sécurité à l'horizon 2019.



INDEX DES TAGS

A

Acteurs culturels.....	5
Afrique.....	1, 3
Afrique subsaharienne.....	3
Atlantique.....	6
Attaques informatiques.....	2

B

Bien-être.....	1
BRICS.....	4

C

Chine.....	5, 6
Connectivité.....	2
Consommation.....	4
Coopération.....	5, 6
Croissance.....	5
Croissance économique.....	3
Cyberattaques.....	2
Cybercriminalité.....	2

D

Défense.....	5, 6
Dépenses militaires.....	6
Développement économique.....	3
Diplomatie culturelle.....	5

E

Economie.....	3
Economie mondiale.....	2, 3
Efficacité énergétique.....	4
Emploi.....	1, 3
Energie.....	4
Energie solaire photovoltaïque.....	3
Energies renouvelables.....	3
Environnement.....	1, 4

G

Gaz à effet de serre.....	4
---------------------------	---

I

Identité européenne.....	5
Inégalités.....	3
Internet.....	2

Investissements.....	4
----------------------	---

M

Maladies.....	1
Malnutrition.....	1
Marchés.....	2
Maroc.....	6
Mobile.....	2
Monde arabe.....	5, 6
Mondialisation.....	5, 6

N

NTIC.....	2
-----------	---

P

Paix.....	3
Partenariat.....	5
Pauvres.....	3
Pauvreté.....	3
PIB.....	2
Piratage en ligne.....	2
Politique.....	5, 6
Politique étrangère.....	5
Politiques publiques.....	1, 3
Printemps arabe.....	5

R

Réchauffement climatique.....	4
Réformes institutionnelles.....	3
Relations extérieures.....	5
Revenus.....	3
Riches.....	3

S

Santé.....	1
Sécurité.....	5, 6
Sécurité personnelle.....	1
Société.....	1, 3

T

Techniques.....	2
Technologies.....	3
Terrorisme.....	6



U

Union Européenne5

V

VIH.....1

Vivre Mieux.....1

